

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**LOCATION DE BUNGALOWS ET SERVICES ASSOCIES POUR LE SITE DE
SEVRES**

**L'ETABLISSEMENT PUBLIC MANUFACTURES NATIONALES – SEVRES
ET MOBILIER NATIONAL**

NUMERO : 2025-AOO-08

**Règlement de la Consultation
(R.C.)**

* * *

**DATE ET HEURE LIMITES DE RECEPTION DES PLIS :
LE 15 JUILLET 2025 A 12 HEURES**

Pouvoir adjudicateur :

Mobilier national – Musée national de céramique – Musée national Adrien Dubouché – Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Atelier de recherche et création – Ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay

[Désigné « l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national]

1 RUE BERBIER DU METS - 75013, PARIS

SIRET : 939106274 00011

Représentant du pouvoir adjudicateur :

Monsieur Mickael RONCIER-DESVAGES, Directeur délégué à l'administration

Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements ou cessions de créances :

L'agent comptable de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national.

Ordonnateur :

Monsieur le directeur délégué à l'administration de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national.

Comptable public assignataire des paiements :

L'agent comptable de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national

Procédure de passation :

Marché public passé en procédure formalisée avec appel d'offres ouverte en application des articles L.2124-1, L.2124-2, R. 2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

SOMMAIRE

ARTICLE 1^{er} - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES 5

1.1. Identification du pouvoir adjudicateur	5
1.2. Présentation de l'établissement public Manufactures nationales –Sèvres et Mobilier national... 5	5
1.3. Objet du marché.....	5
1.4. Allotissement	5
1.5. Forme du marché	5
1.6. Décomposition en tranches	6
1.7. Durée du marché - Reconduction(s)	6
1.8. Délai d'exécution	6
1.9. Nomenclature communautaire (CPV).....	6
1.10. Réalisation de prestations similaires	6

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION 6

2.1. Procédure de passation.....	6
2.2. Variantes	7
2.2.1 Variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur.....	7
2.2.2 Variante à l'initiative des soumissionnaires	7
2.3. Prestations supplémentaires éventuelles	7
2.4. Délai de validité des offres.....	7
2.5. Sous-traitance.....	7
2.6. Visite du site.....	7
2.7. Forme juridique en cas de groupement	8
2.8. Accès des candidats à la consultation	8
2.9. Conditions particulières d'exécution.....	8

ARTICLE 3 – CONTENU ET MODALITÉS DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES 9

3.1. Contenu du dossier de consultation des entreprises.....	9
3.2. Modalités de retrait du dossier de consultation des entreprises	9
3.3. Modification de détail du dossier de consultation des entreprises	10
3.4 Renseignement complémentaires.....	10

ARTICLE 4 – CONTENU DES PLIS 10

4.1. Pièces relatives à la candidature.....	11
4.2. Pièces relatives à l'offre.....	11

ARTICLE 5 – APPRÉCIATION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES..... 12

5.1. Appréciation des candidatures	12
5.2. Jugement des offres.....	12

ARTICLE 6 – ATTRIBUTION DU MARCHÉ 13

6.1. Vérification de la situation de l'attributaire	13
6.2. Mise au point.....	14
6.3. Signature électronique des documents	14
6.4. Notification de la décision	14
ARTICLE 7 – CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	14
7.1. Conditions de la dématérialisation.....	14
ARTICLE 8 – TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES.....	15
ARTICLE 9 – RECOURS ET INSTANCE	16
9.1 Instance chargée des procédures de recours.....	16
9.2 Organe chargé des procédures de médiation.....	16
9.3 Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours	16

ARTICLE 1^{er} - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Identification du pouvoir adjudicateur

La présente consultation est lancée par et pour le Mobilier national - Musée national Adrien Dubouché – Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Atelier de recherche et création – Ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay, désigné « l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national » ou « le pouvoir adjudicateur ».

N° de SIRET : 939 106 274 00011

1.2. Présentation de l'établissement public Manufactures nationales –Sèvres et Mobilier national

Au 1er janvier 2025 a été créé un nouvel établissement public réunissant le Mobilier national et la Cité de la céramique – Sèvres et Limoges, rattaché au ministère de la Culture. À la fois soutien et acteur de l'écosystème des arts décoratifs et du design français, il rassemble plus de 600 agents qui œuvrent au quotidien à entretenir des collections d'exception, à pratiquer des savoir-faire d'excellence et à mettre en valeur la richesse de ce patrimoine.

Unique au monde, ce pôle public dédié aux arts décoratifs, aux métiers d'art et au design marie patrimoine et création pour jouer un rôle central dans la mise en œuvre de la stratégie nationale en faveur des métiers d'art. Son action porte autour de 6 axes prioritaires : la formation ; la recherche ; la création ; le soutien à l'écosystème fragile des métiers d'art ; la valorisation des cultures matérielles et du geste ; le rayonnement national et international de ses savoir-faire.

Héritier de quatre siècles d'histoire, il est notamment constitué de : 2 musées (le musée national de la céramique de Sèvres ; le musée national Adrien Dubouché de Limoges), 9 manufactures et ateliers de création (dont la manufacture de céramique de Sèvres, la manufacture de tapisserie des Gobelins ; la manufacture de tapisserie de Beauvais ; la manufacture de tapis de Savonnerie ; les ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay ; l'atelier de recherche et de création en mobilier contemporain), 7 ateliers de restauration et une mission de l'ameublement. Il rayonne sur toute la France à travers 8 sites à : Paris, Sèvres, Beauvais, Alençon, Limoges, Aubusson, Le Puy-en-Velay, Lodève.

1.3. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture, la livraison, le montage, la maintenance ainsi que la location simple, sans crédit-bail ni option d'achat, de bungalows fixes équipés de containers à vocation de réserve tampon provisoire dans le cadre d'un projet de travaux sur le site de Sèvres.

La phase de location s'achèvera par un démontage et une reprise des bungalows par le Titulaire.

Les spécifications techniques des prestations, objet du marché, sont définies dans le Cahier des Clauses techniques particulières (CCTP).

Le présent marché est un marché de fournitures et de services.

Lieu(x) d'exécution des prestations : 2 place de la Manufacture, Sèvres (92310).

1.4. Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti car il ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

1.5. Forme du marché

Le présent marché prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande.

Le montant maximum de commande, sur la durée totale de l'accord-cadre, est de 180 000 € HT. Ce montant maximum ne constitue pas un engagement pour le pouvoir adjudicateur.

Le présent accord-cadre est passé sans minimum.

1.6. Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

1.7. Durée du marché - Reconduction(s)

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification. Il est conclu jusqu'à la date de fin de reprise par le titulaire des bungalows, au terme de la location de ceux-ci.

Le présent marché n'est pas reconductible.

1.8. Délai d'exécution

L'exécution du présent marché débute à compter de sa date de notification et prendra fin à la reprise des bungalows, au terme de la location de ceux-ci.

A compter de la date de notification, le Titulaire disposera d'un délai de dix (10) jours ouvrés afin de procéder au transport, pose et mise en service sur site des bungalows tel qu'attendu dans les conditions fixées par le CCTP.

A l'échéance de la location prévisionnelle de huit (8) mois, le Titulaire disposera d'un délai de dix (10) jours ouvrés afin de procéder au démontage, transport retour des bungalows et, le cas échéant, à la remise en état des lieux.

1.9. Nomenclature communautaire (CPV)

Code CPV principal : **34221000-2 Conteneurs mobiles à usage spécifique**

1.10. Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés publics ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché, dans le cadre d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables. La durée pendant laquelle ces prestations similaires pourront être conclues ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. Procédure de passation

La présente consultation est passée selon une procédure formalisée, avec appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2, R. 2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

Les candidats sont invités à remettre simultanément leur dossier et leur offre avant l'heure et la date limite indiquées en page de garde du présent document.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente consultation

conformément aux articles R.2185-1 et R.2185-2 du code de la commande publique.

2.2. Variantes

2.2.1 Variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur

Sans objet.

2.2.2 Variante à l'initiative des soumissionnaires

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à présenter des variantes à leur initiative.

2.3. Prestations supplémentaires éventuelles

Le présent marché ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle.

2.4. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent vingt (120) jours à compter de la date limite de réception des offres initiales, éventuellement reportée dans les conditions mentionnées à l'article 3.3 ci-après.

2.5. Sous-traitance

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne se trouve pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Le formulaire DC4 est disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>

2.6. Visite du site

Afin de prendre connaissance des contraintes relatives à l'exécution des prestations, les candidats qui souhaitent soumissionner doivent obligatoirement visiter le lieu d'exécution des prestations.

Les candidats disposeront de 1 heure au maximum pour effectuer la visite.

Un certificat de visite sera obligatoirement signé en double exemplaire par le représentant du pouvoir adjudicateur chargé de faire la visite et le candidat. Le certificat de visite sera impérativement à joindre dans l'offre du candidat.

L'offre d'un candidat n'ayant pas procédé à la visite préalable obligatoire sera éliminée.

La personne présente à la visite doit être soit le candidat qui se présente seul, soit au moins un des membres du groupement dans le cas où les entreprises se présentent en groupement.

Les visites à l'improviste ne sont pas autorisées et elles sont individuelles.

Afin de s'inscrire à la visite, les candidats contacteront le site de la Cité de la céramique de Sèvres par mail, à l'adresse suivante, **au plus tard 48h avant la date de visite :** demande.intervention@sevresciteceramique.fr

Trois (3) visites sont prévus, aux dates et créneaux suivants :

- **Lundi 23/06 à 14h30 ;**
- **Mercredi 25/06 à 14h30 ;**
- **Mardi 01/07 à 10h.**

Durant la visite, les candidats veilleront à respecter les modalités suivantes :

- Absence de signe distinctif de l'identité de l'entreprise candidate, sur les véhicules, et sur les visiteurs ;
- Les échanges entre le ou les représentants des candidats, et le ou les représentants de l'acheteur, seront limités à la seule prise de connaissance du site. Aucune question ne sera autorisée pendant la visite ;
- Les éventuelles questions que pourraient susciter la visite et les réponses qui y seront apportées par l'acheteur devront suivre la procédure prévue à l'article 3.4 du présent règlement de consultation.

Les candidats ne pourront élever aucune réclamation ni former aucune demande d'indemnisation ultérieure sur une méconnaissance alléguée des lieux et des contraintes techniques que les prestations comportent.

2.7. Forme juridique en cas de groupement

En cas de constitution d'un groupement, il ne sera exigé aucune forme particulière au groupement attributaire. Cependant, dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire des autres membres du groupement.

De plus, conformément à l'article R.2142-21 du code de la commande publique, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs candidatures pour ce marché en agissant à la fois :

- En qualité de candidat individuel et de membres d'un ou plusieurs groupements pour ce marché.
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Les Manufactures nationales n'exigent pas que certaines tâches soient effectuées par l'un des membres du groupement.

2.8. Accès des candidats à la consultation

Le pouvoir adjudicateur ne retient que les interdictions de soumissionner obligatoires et générales prévues aux articles L.2141-1 et suivants du code de la commande publique. Lorsqu'un soumissionnaire est en situation d'interdiction obligatoire de soumissionner, il est exclu de la procédure.

Ne peuvent notamment pas candidater à un marché public :

- les personnes qui ont fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive prévue à l'article 225-1 du code pénal. Cette infraction est constituée par toute discrimination, c'est à dire toute distinction opérée entre les personnes physiques ou entre les personnes morales ;
- les personnes qui ont fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L.1146-1 du code du travail ;

2.9. Conditions particulières d'exécution

Cette consultation comporte des conditions particulières d'exécution prenant en compte des considérations relatives à l'environnement (article 9.3 du CCAP).

Par ailleurs, aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements employant des travailleurs handicapés, défavorisés ou détenus, mentionnés aux articles L2113-12 à L2113-14 du Code de la commande publique.

ARTICLE 3 – CONTENU ET MODALITÉS DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

3.1. Contenu du dossier de consultation des entreprises

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) comprend les pièces suivantes :

- Le présent Règlement de Consultation (RC) ;
- L'Acte d'Engagement (AE) ;
 - Annexe n°1 : le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
 - Annexe n°2 : la(les) déclaration(s) de sous-traitance et agrément de conditions de paiement – DC4 (le cas échéant), à télécharger via ce lien : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP);
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP);
- Le cadre de réponse technique (CRT) sur lequel sera analysé le critère « Valeur technique » de l'offre conformément à l'article 5.2 du présent règlement de consultation ;
- Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE), destiné à comparer les offres financières et sur lequel sera analysé le critère d'analyse « 2. Prix de l'offre », conformément à l'article 5.2 du présent règlement de consultation ;
- Le certificat de visite obligatoire.

Les candidats n'ont pas la possibilité d'apporter de modifications au DCE.

Lors de leur étude, les candidats se doivent de signaler au pouvoir adjudicateur toute erreur, omission, imprécision contradictoire ou ambiguïté qu'ils pourraient déceler dans un des documents précités ou entre deux documents constituant le DCE. En conséquence, ils ne pourront ni refuser d'exécuter les prestations, ni réclamer aucune indemnité de quelque nature que ce soit à leur profit.

Il appartient également aux candidats de vérifier la composition du DCE. Aucune réclamation ou prorogation du délai de remise des plis ne peut être recevable à la suite du retrait d'un dossier incomplet.

3.2. Modalités de retrait du dossier de consultation des entreprises

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le DCE est dématérialisé. Il ne pourra en aucun cas être remis sur support papier ou sur support physique électronique.

Les candidats auront la possibilité de télécharger gratuitement les documents dématérialisés du DCE, documents et renseignements complémentaires ainsi que l'avis de marché via la Plateforme des achats de l'Etat (PLACE) à l'adresse suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les candidats devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard .zip (lisibles par les logiciels Winzip, Quickzip ou winrar),
- Adobe® Acrobat® .pdf (lisibles par le logiciel Acrobat Reader),
- Rich Text Format .rtf (lisibles par l'ensemble des traitements de texte : word de Microsoft, Wordperfect, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft...),
- .doc ou .xls ou .ppt (lisibles par l'ensemble MicrosoftOffice, Openoffice, ...).

Lors du téléchargement du DCE, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de ladite adresse électronique ou en cas de suppression de l'adresse. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

Pour tout renseignement relatif au profil d'acheteur, les guides d'utilisation peuvent être téléchargés dans la rubrique « Aide ».

Pour tout problème d'utilisation de la plate-forme (connexion, téléchargement, dépôt de plis...), le service de support peut être contacté par téléphone ou par mail aux coordonnées indiquées dans la rubrique « Aide », sous-rubrique « Assistance téléphonique » (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

3.3. Modification de détail du dossier de consultation des entreprises

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter **au plus tard le 7 juillet 2025** des modifications au DCE. Les candidats devront alors répondre sur la base du DCE modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite de remise des offres est reportée, la disposition précédente sera reportée de façon équivalente.

3.4 Renseignements complémentaires

Les candidats pourront poser des questions **au plus tard le 2 juillet 2025, via PLACE**, sous la référence de la consultation en cause, à l'adresse suivante, rubrique « **poser une question** » : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. **Aucune question que ce soit par courrier, par télécopie, par téléphone ou par messagerie autre que PLACE ne sera prise en compte.** Une réponse est alors adressée, par écrit via le profil d'acheteur, à toutes les entreprises ayant retiré le DCE, **au plus tard le 7 juillet 2025.**

Le candidat doit s'assurer que les messages envoyés par PLACE, notamment *nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr*, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Si la date limite de remise des offres est reportée, la disposition précédente sera reportée de façon équivalente.

ARTICLE 4 – CONTENU DES PLIS

Tous les documents, pièces et attestations remis au titre de la candidature ou de l'offre par les candidats sont établis en langue française. A défaut, ils doivent être accompagnés d'une traduction en langue française.

4.1. Pièces relatives à la candidature

Les candidats ont le choix de présenter leur candidature :

- Sous forme de document unique de marché européen électronique (DUME) en utilisant le service DUME de la plateforme PLACE.
- Sous forme de candidature standard en utilisant les formulaires DC1 et DC2 :

1/ Le formulaire DC1, dûment complété, valant lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses cotraitants. En cas de candidature groupée, l'ensemble des membres du groupement soumet un formulaire DC1 unique.

2/ Le formulaire DC2, dûment complété, valant déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. En cas de candidature groupée, chaque membre du groupement soumet un formulaire DC2 séparément.

3/ Les pièces définies ci-dessous permettant la vérification de leur aptitude à exercer l'activité professionnelle, de leurs capacités économique et financière, de leurs capacités techniques et professionnelles :

- *Aptitude à exercer l'activité professionnelle* : Sans objet.

- *Capacité économique et financière* :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat, et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois (3) derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

Le candidat pourra prouver sa capacité économique et financière par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité économique et financière.

- *Capacités techniques et professionnelles* :

- Une liste des principaux services fournis au cours des trois (3) dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois (3) dernières années ;
- Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public.

En cas de groupement, ces éléments sont à fournir par chaque membre du groupement.

4.2. Pièces relatives à l'offre

L'offre doit être conforme aux documents constitutifs du DCE. Les documents ne peuvent être modifiés ou faire l'objet de réserves sous peine de rendre l'offre irrégulière.

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants :

- **L'Acte d'Engagement (AE), dûment complété,**
 - L'annexe n° 1 à l'AE : **le Bordereau des Prix Unitaires (BPU), dûment**

complété,

- L'annexe n° 2 à l'AE : **le ou les actes spéciaux de sous-traitance, dûment complétés, datés et signés (DC4)** le cas échéant.
- Le **cadre de réponse technique dûment complété**, afin de permettre au pouvoir adjudicateur d'apprécier la valeur technique de l'offre présentée.
- **Le certificat de visite, dûment complété.**

Le cadre de réponse technique sera rendu contractuel. À ce titre, les informations et dispositions mentionnées dans ce document engagent contractuellement le titulaire quant au respect des modalités d'exécution et des moyens mis en œuvre pour l'exécution de ses prestations.

Les renseignements indiqués dans le cadre de réponse technique doivent être liés directement à l'objet du présent marché, en répondant précisément aux différents points demandés.

ARTICLE 5 – APPRÉCIATION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

5.1. Appréciation des candidatures

L'appréciation des candidatures sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du code de la commande publique.

En application de l'article R.2144-3 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois la possibilité de procéder à l'analyse des candidatures après analyse et classement des offres.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il constate que des pièces demandées sont absentes ou incomplètes, il peut décider d'inviter tous les candidats concernés à produire ou à compléter ces pièces dans un délai identique et approprié pour tous.

Cette phase de complément des candidatures, si elle a lieu, sera engagée par courrier électronique via le profil d'acheteur.

Les candidatures qui ne seront pas recevables ou qui ne présenteraient pas de capacités professionnelles et techniques et/ou de capacités économiques et financières suffisantes, ne seront pas admises par le pouvoir adjudicateur.

5.2. Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-9, R.2152-1, R. 2152-13 du code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'acheteur retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse présentant le meilleur rapport qualité-prix.

Les critères pondérés de jugement des offres sont :

Critères et sous-critères	Pondération (sur 100 points)
Critère 1 : Valeur technique de l'offre <i>Analysée sur la base du cadre de réponse technique remis par le candidat</i>	60 points
1.1 Méthodologie de mise en place opérationnelle des bungalows et proposition de calepinage	25/60 points
1.2 Adéquation et pertinence de la proposition technique au regard des exigences fixées au CCTP	25/60 points
1.3 Politique de développement durable mise en œuvre par le candidat pour assurer la réalisation de la prestation	10/60 points
Critère 2 : Prix de l'offre <i>Analysé sur la base du DQE remis par les candidats</i>	40 points

1 Méthode de notation utilisée pour la notation du critère 2 :

La formule de calcul appliquée au montant total TTC du DQE sera la suivante :

(Montant total TTC de l'offre moins-disante * 40) / Montant total TTC de l'offre à noter

- Le « montant total TTC de l'offre moins-disante » correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).
- Le « montant total TTC de l'offre à noter » correspond au prix de l'offre à noter.

Méthode de calcul utilisée pour la notation du critère 1 :

L'acheteur attribuera aux offres une note selon le barème ci-dessous :

Barème	
Excellent	100% de la note
Satisfaisant	75% de la note
Moyen	50% de la note
Peu satisfaisant	25% de la note
Insatisfaisant	0% de la note

ARTICLE 6 – ATTRIBUTION DU MARCHÉ

6.1. Vérification de la situation de l'attributaire

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira, dans les meilleurs délais à compter de la réception de la demande du pouvoir adjudicateur, les pièces suivantes (documents à fournir par chaque cotraitant/sous-traitant) :

- Une attestation de déclarations et de paiement délivrée par l'organisme social compétent de moins de six (6) mois (sur le site de l'URSSAF www.urssaf.fr, ou autre) ;
- Les attestations de régularité fiscale et certificats fiscaux valables au 31 décembre de l'année N-1 ou documents équivalents en cas de candidat étranger ;

- Une attestation d'assurance responsabilité civile ;
- Un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.
- En cas de groupement, le mandataire devra fournir un document d'habilitation par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

Le candidat établi à l'étranger produit des certificats équivalents établis par les administrations et organismes du pays d'origine. Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Il est conseillé aux candidats qui ne disposeraient pas déjà de ces pièces, de se rapprocher au plus tôt des administrations et autorités compétentes.

Signature de l'acte d'engagement :

Le marché ne pourra être notifié que si l'attributaire produit dans le délai imparti l'acte d'engagement en original, daté et signé.

6.2. Mise au point

Le pouvoir adjudicateur et les attributaires peuvent procéder à une mise au point des composantes du marché. Cette mise au point ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou du présent marché.

6.3. Signature électronique des documents

La signature électronique des offres n'est pas exigée lors de la remise de l'offre dans le cadre de cette consultation.

6.4. Notification de la décision

La notification aux candidats du rejet de leur offre se fera par transmission électronique par l'intermédiaire du profil d'acheteur. Les candidats doivent donc veiller à fournir une adresse mail valide lors du téléchargement du DCE.

ARTICLE 7 – CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les conditions de remise des plis, contenant la candidature et la ou les offres, qui suivent s'imposent aux candidats.

Les plis seront remis par voie électronique via le profil d'acheteur : <https://www.marchespublics.gouv.fr>. Aucun envoi par télécopie ou par courriel ne sera accepté.

Les candidats trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un « *guide utilisateur* » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée. Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique. Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques. Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plate-forme.

7.1. Conditions de la dématérialisation

Les plis devront être transmis avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de consultation. Les plis parvenus après cette date et heure limites seront éliminés sans avoir été ouverts et le candidat en sera informé.

Si le candidat adresse plusieurs plis différents, seul le dernier pli reçu avant la date limite de remise des candidatures et des offres sera retenu.

Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image .jpg, .png, et .html.

Le candidat est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les .exe, .com, .scr, etc.
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros" ou les ActiveX, Applets, scripts, etc.
- traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat. Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence. Le candidat doit s'assurer que les messages envoyés par la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

En cas de programme informatique malveillant ou « virus » :

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

ARTICLE 8 – TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES

Les informations recueillies lors de la procédure et dans le cadre de l'exécution du marché font l'objet de traitements informatiques par le responsable de traitement du pouvoir adjudicateur. Elles sont susceptibles de contenir des données permettant l'identification de personnes privées (nom, prénom, qualité ou fonction et coordonnées professionnelles des représentants du titulaire). Ces données ayant pour finalité d'assurer la passation et le suivi du présent marché et de permettre au pouvoir adjudicateur de s'affranchir de leurs obligations légales en matière de durée d'utilité administrative sont conservées durant toute la durée nécessaire à l'exécution du présent marché. Elles sont destinées exclusivement aux personnels du pouvoir adjudicateur et à ses éventuels prestataires.

Conformément à la loi n°78/17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée et au règlement (UE) 2016/679 dit « Règlement général sur la protection des données », les personnes dont les données personnelles sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données.

Les droits sont de nature individuelle et ne peuvent par conséquent être exercés que par le titulaire des données. Pour satisfaire à cette obligation, les personnes, lors de leur demande, doivent justifier de leur identité en joignant une copie d'une pièce d'identité en cours de validité.

ARTICLE 9 – RECOURS ET INSTANCE

9.1 Instance chargée des procédures de recours

Tribunal administratif de Paris

7 rue de Jouy

75181 PARIS (France)

Tél : 01.44.59.44.00

Fax : 01.44.59.46.46

Internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

9.2 Organe chargé des procédures de médiation

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics de Paris

5 rue Leblanc

75911 Paris cedex 15

Tél : 01.82.52.42.72

Fax : 01.82.52.42.95

Courriel : ccira@paris-idf.gouv.fr

9.3 Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux (2) mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique. Référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 551-23 du Code de justice administrative (CJA) et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du CJA, et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Greffé du Tribunal administratif de Paris

7 rue de Jouy

75181 PARIS (France)

Tél : 01.44.59.44.00

Fax : 01.44.59.46.46

Internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

***** FIN DU DOCUMENT *****